

Rapport Financier Semestriel Au 30 juin 2013

1. RAPPORT D'ACTIVITÉ SEMESTRIEL

FAITS MARQUANTS DU SEMESTRE ET POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Fusion PCAS – Dynaction

Les actionnaires de PCAS et de Dynaction, réunis en Assemblée Générale Extraordinaire le 26 juin 2013, ont approuvé la fusion entre PCAS, société absorbante et Dynaction, société absorbée, avec effet rétroactif au 1er janvier 2013.

Dans la continuité de la stratégie de développement du Groupe, cette fusion permet la simplification des structures du groupe Dynaction-PCAS, une économie de coûts, et une liquidité accrue du titre PCAS.

La parité de fusion retenue est de 66 actions PCAS pour 25 actions Dynaction.

Cette fusion s'est principalement traduite par une augmentation du capital social de PCAS, qui a été porté de 13 798 449 euros à 15 112 225 euros, ainsi que par la conservation par PCAS de 1 500 000 actions auto détenues.

Cession SBS

Faisant suite à un processus engagé en décembre 2012, PCAS a finalisé le 20 mars 2013 la cession de la Société Béarnaise de Synthèse (SBS), spécialisée dans la production d'intermédiaires de synthèse à base d'acroléine, au Groupe industriel français DRT, spécialisé dans la valorisation de la colophane et de l'essence de térébenthine extraites de la résine du pin.

Pour la période du 1^{er} janvier au 20 mars 2013, cette activité a réalisé 0,8 million d'euros de chiffre d'affaires ainsi qu'un résultat d'exploitation de - 0,2 million d'euros.

Pour mémoire :

- . au premier semestre 2012, cette activité a représenté 1,9 million d'euros de chiffres d'affaires, et a contribué au résultat opérationnel courant du Groupe PCAS pour - 1,1 million d'euros,
- . la contribution de SBS dans les comptes consolidés 2012 du Groupe PCAS était de - 3,1 millions d'euros, intégrant la perte nette de l'exercice 2012 (1,9 million d'euros), ainsi que la moins value de cession estimée à cette date.

Ouverture du capital Enersens

ENERSENS a procédé courant mai 2013 à une augmentation de capital de 3,7 millions d'euros, dont 0,5 million d'euros souscrits par PCAS (par compensation de créances) et 3,2 millions d'euros souscrits par un investisseur privé (par apport en cash). Au terme de cette opération, la participation de PCAS dans ENERSENS a été ramenée de 100 % à 75,2 %.

Cet apport en capital est décisif pour la réalisation du plan de développement industriel et commercial d'ENERSENS qui a pour ambition de devenir un leader Européen dans le domaine des matériaux super-isolants destinés aux marchés du bâtiment et de l'industrie (transport, énergie, ...).

Aucun autre événement notable pouvant avoir une influence significative sur l'activité ou la situation de la société n'est intervenu au cours du premier semestre 2013.

A C T I V I T É E T R É S U L T A T S D U S E M E S T R E

en millions d'euros	S1-2013	S1-2012 Retraité (*)	S1-2012 Publié
Chiffre d'affaires	89,0	87,5	89,4
<i>dont Synthèse Pharmaceutique</i>	<i>58,0</i>	<i>55,4</i>	<i>55,4</i>
<i>dont Chimie Fine de Spécialité</i>	<i>31,0</i>	<i>32,1</i>	<i>34,0</i>
EBITDA (**)	10,8	13,8	13,1
<i>Marge d'EBITDA</i>	<i>12,1%</i>	<i>15,8%</i>	<i>14,7%</i>
Résultat Opérationnel Courant (**)	6,4	8,5	7,4
<i>dont Synthèse Pharmaceutique</i>	<i>5,9</i>	<i>6,0</i>	<i>5,9</i>
<i>dont Chimie Fine de Spécialité</i>	<i>0,5</i>	<i>2,5</i>	<i>1,5</i>
Autres produits et charges opérationnels	-0,4	-1,3	-1,3
Résultat Opérationnel	6,1	7,1	6,1
Résultat financier	-1,4	-1,9	-1,9
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	0,0	-0,1	-0,1
Impôts	-1,1	-0,5	-0,5
Résultat Net	3,5	4,7	3,6
en millions d'euros	30 juin 2013	31 décembre 2012	31 décembre 2012
Capitaux propres Part du Groupe (***)	77,3	71,1	71,1
Endettement net	47,5	52,5	52,5
<i>Taux d'endettement</i>	<i>0,61</i>	<i>0,74</i>	<i>0,74</i>
Actif Net par action	5,7	5,3	5,3

(*) S1-2013 et S1-2012 Retraité : hors SBS, dont la cession a été finalisée le 20 mars 2013

(**) y compris Crédit d'Impôt Recherche pour 1,3 M€ en S1-2013 et 1,4 M€ en S1-2012

(***) y compris un impact net d'impôt différé actif estimé à - 1,2 M€, lié à l'application de la nouvelle norme IAS 19 relative aux engagements en matière d'avantage au personnel

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe PCAS est en hausse de 1,8 % au premier semestre 2013 par rapport à la même période de l'année précédente, hors SBS.

Synthèse Pharmaceutique

Les activités de la Synthèse Pharmaceutique poursuivent leur développement en 2013, avec une progression de 4,9 % par rapport à 2012.

Chimie Fine de Spécialité

Les activités de Chimie Fine de Spécialité enregistrent une baisse au premier semestre 2013 par rapport à 2012 (-3,7 %), affectées par un fort recul des activités en Nouvelles Technologies, alors que les activités de Chimie de Performance et dans une moindre mesure celles de Parfumerie-Arômes-Cosmétiques poursuivent leur croissance sur la période.

Le développement d'Enersens, filiale à 75,2% spécialisée dans les matériaux isolants à base d'aérogel de silice, s'accélère avec un apport en cash de 3,2 millions d'euros par un investisseur financier, permettant de structurer dans sa phase industrielle ce projet important pour PCAS. Cette ouverture du capital d'Enersens valorise cet actif de PCAS à environ 12,7 millions d'euros, soit 0,85 euro par action.

Le résultat opérationnel courant du premier semestre 2013 s'est élevé à 6,4 millions d'euros contre 7,4 millions d'euros du premier semestre 2012.

Les résultats du premier semestre 2012 avaient bénéficié d'une plus forte activité de nos sites de production avec un effet stockage important. Les résultats du premier semestre 2013 sont en outre pénalisés par les temps consacrés à plusieurs audits, dont les audits FDA passés avec succès au premier semestre 2013 par les sites de Turku (PCAS Finland), d'Aramon (Expansia) et Limay (PCAS SA).

Après prise en compte des autres produits et charges opérationnels, du résultat financier, de la charge d'impôts, et de la quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence soit respectivement, -0,4 million d'euros, - 1,4 million d'euros, - 1,1 million d'euros et 0 million d'euros, **le résultat net du Groupe PCAS** est un profit de **3,5** millions d'euros au 1^{er} semestre 2013 contre un profit de **3,6** millions d'euros au 1^{er} semestre 2012. Pour mémoire, les autres produits et charges opérationnels intégraient en 2012 0,8 million d'euros de coûts de restructuration.

POLES D'ACTIVITE

en millions d'euros	S1-2013	S1-2012 Retraité (*)	S1-2012 Publié
Résultat Opérationnel Courant	6,4	8,5	7,4
<i>dont Synthèse Pharmaceutique</i>	<i>5,9</i>	<i>6,0</i>	<i>5,9</i>
<i>dont Chimie Fine de Spécialité</i>	<i>0,5</i>	<i>2,5</i>	<i>1,5</i>

(*) S1-2013 et S1-2012 Retraité : hors SBS, dont la cession a été finalisée le 20 mars 2013

. Synthèse pharmaceutique (65% du chiffre d'affaires du Groupe)

Ce pôle d'activité développe et commercialise des intermédiaires de synthèse pour l'industrie pharmaceutique et a principalement pour clients :

- . les grands laboratoires pharmaceutiques,
- . les génériqueurs,
- . les start-up.

Faits marquants du semestre :

<i>en millions d'euros</i>	S1-2013	S1-2012	% d'évolution
Chiffre d'affaires	58,1	55,4	+ 4,9%

Pharma Non Exclusive (Génériques)

L'activité Synthèse Pharma Non Exclusive est en léger recul (- 5,4%) par rapport à un premier semestre 2012 qui était lui-même en forte progression (+ 34,2%) par rapport au premier semestre 2011. Globalement, l'activité s'inscrit dans les niveaux prévus avec deux lancements prévus à l'automne 2013 sur une molécule phare du groupe PCAS, avec une nouvelle forme galénique pour le marché Japonais, et le lancement d'un patch sur le marché OTC aux Etats Unis.

Pharma Exclusive (Custom Manufacturing, Building-Blocks et polymères à partir de plateformes technologiques propriétaires)

L'activité Synthèse Pharmaceutique Exclusive est en forte progression (+ 18,9%) sur le premier semestre 2013 par rapport au premier semestre 2012. L'activité a pu bénéficier du lancement simultané de plusieurs projets importants portant sur des nouveaux traitements chroniques, du type diabète ou VIH. A noter également la forte demande des laboratoires pharmaceutiques en services de R&D afin d'industrialiser sur les sites PCAS des productions de molécules thérapeutiques en phase II/III. La diversification vers les biomatériaux et les polymères biodégradables propriétaires s'est poursuivie de façon satisfaisante permettant d'envisager un développement continu sur ce segment.

. Chimie fine de spécialité (35% du chiffre d'affaires du Groupe)

Ce pôle d'activité, organisé en 3 Business Unit, développe et commercialise :

- des molécules odorantes pour la parfumerie et des matières actives pour la cosmétique (Parfumeries-Arômes-Cosmétiques),
- des produits photo-actifs et des polymères pour les arts graphiques, l'électronique et les métiers de Haute Technologie (Nouvelles Technologies),
- des additifs destinés à l'industrie des lubrifiants, des graisses et de la protection anticorrosion ainsi que des produits techniques (Chimie de performance).

Faits marquants du semestre :

<i>en millions d'euros</i>	S1-2013	S1-2012 Retraité (*)	% d'évolution
Chiffre d'affaires	31,0	32,1	- 3,7%

(*) Hors SBS, dont la cession a été finalisée le 20 mars 2013

Après trois années de croissance continue, ce secteur est affecté par un retournement des marchés pour la Business Unit Nouvelles Technologies qui souffre d'une faiblesse de la demande sur son marché européen, alors que les autres Business Unit sont stables ou en progression.

Parfumerie-Arômes-Cosmétiques

Le chiffre d'affaire de cette Business Unit est en très légère progression par rapport à l'année précédente malgré la cession de la société SBS et des dérivés acroléine, cession qui est effective depuis fin mars 2013. Les chiffres d'affaires, tant en Cosmétique qu'en Arômes sont conformes aux attentes.

Nouvelles Technologies

Le chiffre d'affaires, en baisse sur le premier semestre 2013 par rapport à la même période de l'exercice précédent, est la résultante d'une faiblesse importante de la demande, de déstockages chez certains clients, ainsi que des retards sur le développement des projets structurants :

- chute de la demande sur les produits photosensibles, à l'inverse de la situation vécue en 2012,
- faiblesse de la demande pour les intermédiaires chimiques (polymères et produits spéciaux),
- décalages sensibles sur les projets stratégiques dont les temps de développement sont plus longs que ceux annoncés initialement.

Le marché des semi-conducteurs apparaît aussi plus incertain avec une activité devenant de plus en plus asiatique et micro cyclique. Cependant, le secteur des semi-conducteurs résiste bien et devrait retrouver de nouveaux relais de croissance dans les écrans plats ainsi que dans les dernières technologies de la microlithographie en renforçant ses positions par des gains de part de marchés.

Chimie de performance

Cette Business Unit progresse significativement, la croissance étant portée par les développements suivants :

- reprise de parts de marchés sur des additifs de performance graisses,
- consolidation du secteur façonnage lubrifiants par prise de nouveaux marchés,
- gain continu de parts de marchés dans les pays germanophones ainsi qu'en Asie, plus particulièrement sur le marché chinois,
- développement de nouveaux marchés applicatifs dans le domaine des graisses biodégradables et des produits pour revêtements.

P E R S P E C T I V E S

L'activité du second semestre s'annonce dans la lignée de celle du premier semestre, bénéficiant de nombreux développements en phase d'étude en Synthèse Pharmaceutique, tandis que les activités de Chimie Fine de Spécialités continuent à souffrir du ralentissement dans le domaine des Nouvelles Technologies.

Pour mémoire, l'activité et les résultats sont historiquement plus élevés au premier semestre qu'au second semestre, affecté par les fermetures des sites pour 3 semaines au mois d'août pour des travaux de maintenance.

FINANCEMENT

L'endettement net du Groupe se situe à 47,5 millions d'euros à fin juin 2013 contre 52,5 millions d'euros à fin décembre 2012.

TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Cf. note 25 de l'information financière semestrielle.

PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe pourrait être confronté dans les six mois restants de l'exercice n'ont pas subi d'évolution significative par rapport à ceux identifiés dans la partie « Facteurs de risques et assurances » du rapport sur la gestion du Groupe incluse dans le Document de référence 2012 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 27 mars 2013.

SOCIETE MERE

. PCAS SA

PCAS SA a réalisé un chiffre d'affaires de 60 802 K€, contre 58 212 K€ au 30 juin 2012. Son résultat d'exploitation s'établit à 2 216 K€, contre 2 595 K€ l'année précédente, et son résultat financier à 2 033 K€, contre - 435 K€ à la fin du premier semestre 2012 (bénéficiant en 2013 de dividendes à hauteur de 1 990 K€ contre 1 220 K€ en 2012, et d'une reprise de provision sur actions propres de 1 398 K€ contre 188 K€ en 2012). Enfin, le résultat net ressort à 5 459 K€, contre 3 817 K€ au 30 juin 2012.

FILIALES

Chaque filiale fait partie d'un des pôles précédemment décrits.

. Expansia

Cette société, détenue à 100 % par PCAS, est spécialisée dans la fabrication de principes actifs pharmaceutiques. Expansia possède un savoir-faire reconnu dans les technologies organométalliques à basse température.

Son chiffre d'affaires s'élève à 13 596 K€ contre 14 101 K€ au 30 juin 2012. Le résultat d'exploitation s'établit à 446 K€ contre 1 822 K€ au 30 juin 2012. Le résultat net ressort quant à lui à 580 K€, contre 1 678 K€ pour l'année précédente. Les résultats du premier semestre 2013 sont pénalisés par une moindre activité, par des retraitements de produits suite à des non conformités, ainsi que par les temps consacrés à un audit FDA, passé avec succès.

. PCAS Finland

PCAS Finland est détenue à 100 % par PCAS SA. Ce site produit des principes actifs pour la pharmacie selon les méthodes cGMP.

Son chiffre d'affaires s'établit à 10 007 K€ contre 11 090 K€ l'année précédente. Le résultat d'exploitation s'établit à 773 K€ contre 1 818 K€ au 30 juin 2012. Le résultat net ressort quant à lui à 587 K€ contre 1 291 K€ pour l'année précédente. Les résultats du premier semestre 2013 sont pénalisés par la forte baisse d'un principe actif régulier que le client a souhaité ré-internaliser.

. VLG Chem

VLG Chem, détenue à 100 % par PCAS SA depuis le 1^{er} janvier 2009, produit sur le site de Villeneuve-la-Garenne (cGMP), entre autres pour le compte de Sanofi, des principes actifs destinés à la pharmacie.

Son chiffre d'affaires s'établit à 11 720 K€ contre 12 011 K€ l'année précédente. Le résultat d'exploitation s'établit à 2 267 K€ contre 1 950 K€ au 30 juin 2012. Le résultat net ressort quant à lui à 1 386 K€ contre 880 K€ pour la même période en 2012.

. Saint-Jean Photochimie

Saint-Jean Photochimie, filiale à 100 % de PCAS, fabrique, d'une part, des molécules photosensibles en environnement ultra-propre pour l'industrie de la microélectronique et sert, d'autre part, de plate-forme marketing et commerciale de l'activité photochimie de PCAS pour l'Amérique du Nord.

Le chiffre d'affaires au 30 juin 2013 s'est établi à 4 322 K\$ Can, contre 4 342 K\$ Can au 30 juin 2012. Le résultat d'exploitation s'établit à - 101 K\$ Can contre - 437 K\$ Can au 30 juin 2012. Pour mémoire, le premier semestre 2012 avait été affecté par un renchérissement important des coûts de traitement de ses déchets industriels. Le résultat net ressort quant à lui à -41 K\$ Can contre -330 K\$ Can au 30 juin 2012.

. PCAS Biomatrix

Cette filiale, détenue à 66 % par Saint-Jean Photochimie a été créée en partenariat avec la société Matrix Innovation fin mars 2009. Elle offre des résines fonctionnalisées sur lesquelles il est possible de produire par des voies chimiques des composés biologiques comme des fragments de protéines (des peptides) ou des fragments de gènes (des oligonucléotides).

Le chiffre d'affaires au 30 juin 2013 s'est établi à 182 K\$ Can, contre 85 K\$ Can au 30 juin 2012. Le résultat d'exploitation s'établit à 53 K\$ Can contre - 77 K\$ Can au 30 juin 2012. Le résultat net ressort quant à lui à 57 K\$ Can contre - 77 K\$ Can au 30 juin 2012.

. Protéus

Protéus, détenue à 98,8 % par PCAS, est une société de biotechnologie qui découvre, met au point, optimise et produit de nouvelles protéines recombinantes et développe des procédés innovants pour des applications en bio- industries.

Son chiffre d'affaires s'établit à 836 K€ au 1^{er} semestre 2013 contre 685 K€ au 1^{er} semestre 2012. L'activité de la société a été recentrée sur les activités Chimie stratégiques pour le Groupe. Le résultat d'exploitation s'établit à - 513 K€ contre - 604 K€ au 30 juin 2012. Le résultat net ressort quant à lui à - 387 K€ au 1^{er} semestre 2013 contre - 703 K€ au 1^{er} semestre 2012.

. PCAS Biosolution

PCAS Biosolution est une filiale commune (50/50) entre PCAS et Protéus qui a débuté son activité en septembre 2006 et qui a vocation à produire des actifs, des intermédiaires pharmaceutiques et des « buildings blocks » en utilisant de nouvelles voies de synthèse chemico-biocatalytique.

Son chiffre d'affaires s'établit à 0 K€ et son résultat net à 0 K€ aux 1^{er} semestres 2012 et 2013.

. Enersens

Enersens, filiale à 75,21% de PCAS, a été créée en fin d'année 2010. Positionnée sur le marché des matériaux supers isolants, cette filiale développe plusieurs matériaux composites à base d'Aérogel de Silice, un matériau non combustible ultra léger destiné à la fabrication de complexes d'isolation thermique à haute performance.

Son résultat d'exploitation s'établit à - 317 K€ au 1^{er} semestre 2013 contre 7 K€ au 30 juin 2012 (qui avait bénéficié de subventions à hauteur de 294 K€). Le résultat net ressort quant à lui à - 317 K€ contre 8 K€ pour la même période l'année précédente.

P A R T I C I P A T I O N S

. PCAS Nanosyn

PCAS Nanosyn est une filiale commune (50/50) entre PCAS et Nanosyn. Ce site de production cGMP (échelle Kilo-Lab) est destiné à servir de porte d'entrée dans l'outil industriel global du Groupe pour une des clientèles les plus innovantes du monde : les sociétés californiennes de biotechnologie.

Son chiffre d'affaires et son résultat net s'établissent respectivement à 1 443 KUSD et à - 3 KUSD au 1^{er} semestre 2013 contre 1 440 KUSD et - 176 KUSD au 1^{er} semestre 2012.

2. COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS

BILAN CONSOLIDE AU 30 JUIN 2013

ACTIF

<i>(en milliers d'euros)</i>	Note	30 juin 2013	31 déc. 2012 (*)
Actifs non courants			
Ecart d'acquisition et autres immobilisations incorporelles nets	4	18 358	18 704
Immobilisations corporelles nettes	5	61 923	60 744
Immobilisations financières	7	260	254
Participations dans les entreprises associées	6	436	433
Instruments financiers dérivés	22	9	156
Impôts différés	21	6 519	6 495
Total des actifs non courants		87 505	86 786
Actifs courants			
Stocks	9	45 374	42 866
Clients	10	29 692	27 842
Autres créances	11	16 947	15 054
Trésorerie et équivalents de trésorerie	14	6 518	4 212
Total des actifs courants		98 531	89 974
Actifs destinés à être cédés	8	-	1 949
TOTAL ACTIF		186 036	178 709

PASSIF

<i>(en milliers d'euros)</i>	Note	30 juin 2013	31 déc. 2012
Capitaux Propres			
Capital social	12	13 612	13 524
Primes d'émission		17 735	19 070
Report à nouveau et autres réserves consolidées		41 682	34 626
Ecart de conversion		729	884
Résultat de l'exercice - part du groupe		3 509	2 959
Capitaux propres - part du groupe		77 267	71 063
Intérêts minoritaires		850	-
Capitaux propres de l'ensemble consolidé		78 117	71 063
Passifs non courants			
Provisions pour risques et charges	13	9 258	9 489
Emprunts et dettes financières	14	35 199	37 181
Instruments financiers dérivés	22	266	382
Impôts différés	21	2 640	2 434
Total des passifs non courants		47 363	49 486
Passifs courants			
Partie court terme des provisions pour risques et charges	13	1 105	1 443
Partie court terme des emprunts et dettes financières	14	18 778	19 515
Fournisseurs	15	20 975	17 102
Autres dettes	16	19 698	17 801
Total des passifs courants		60 556	55 861
Passifs destinés à être cédés	8	-	2 299
TOTAL PASSIF		186 036	178 709

(*) Retraité à la suite de l'application de la norme IAS 19 révisée (cf. note 2).

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDE AU 30 JUIN 2013

<i>(en milliers d'euros)</i>	Note	30 juin 2013	30 juin 2012
Chiffre d'affaires net		89 044	89 361
Achats consommés		(33 971)	(30 942)
Charges externes		(16 353)	(17 056)
Charges de personnel		(27 831)	(28 616)
Impôts et taxes		(1 608)	(1 672)
Dotations nettes aux amortissements		(4 181)	(4 678)
Dotations nettes aux provisions		219	(126)
Autres produits et charges d'exploitation	17	1 106	1 133
Résultat opérationnel courant		6 425	7 404
Autres produits et charges opérationnels	18	(375)	(1 347)
Résultat opérationnel		6 050	6 057
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie		1	1
Coût de l'endettement financier brut		(1 331)	(1 582)
Coût de l'endettement financier net	19	(1 330)	(1 581)
Autres produits et charges financiers	19	(119)	(298)
Charge d'impôts	21	(1 110)	(453)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		(1)	(110)
Résultat net		3 490	3 615
Résultat net – Intérêts minoritaires		(19)	-
Résultat net – Part du Groupe		3 509	3 615
Résultat par action (en euros)			
- Nombre moyen pondéré de titres en circulation		12 301 338	13 491 502
- Nombre moyen pondéré et dilué de titres		12 330 284	13 583 678
- Résultat net par action		0,29	0,27
- Résultat net dilué par action		0,28	0,27

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ETATS CONSOLIDES DU RESULTAT GLOBAL AU 30 JUIN 2013

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2013	30 juin 2012 (*)
Résultat net de l'ensemble consolidé	3 490	3 615
- part du Groupe	3 509	3 615
- part des intérêts minoritaires	(19)	-
Autres éléments du résultat global :		
Gains et (pertes) actuariels	495	(705)
Effets d'impôts sur les éléments ci-dessus	(170)	243
Sous-total des éléments ne pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat (A)	325	(462)
Ecart de conversion	(154)	130
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	-	32
Effets d'impôts sur les éléments ci-dessus	-	(11)
Sous-total des éléments pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat (B)	(154)	151
Autres éléments du résultat global au titre de la période, nets d'impôts (A) + (B)	171	(311)
Résultat global de l'ensemble consolidé	3 661	3 304
- part du Groupe	3 680	3 304
- part des intérêts minoritaires	(19)	-

(*) Retraité à la suite de l'application de la norme IAS 19 révisée (cf. note 2).

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE AU 30 JUIN 2013

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2013	30 juin 2012
<u>Flux de trésorerie liés à l'activité</u>		
Résultat net - part du Groupe	3 509	3 615
Part des intérêts minoritaires dans le résultat net	(19)	-
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité	413	397
+/- Dotations nettes aux amortissements et provisions (à l'exclusion de celles liées à l'actif circulant)	4 047	5 109
+/- Plus ou moins values de cessions	-	(7)
+ Coût de l'endettement financier net	1 330	1 581
+/- Charges d'impôts (y compris impôts différés)	1 110	453
+/- Incidence des titres mis en équivalence	1	110
+/- Incidence des activités destinées à être cédées	-	-
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	10 391	11 258
- Impôts versés	(1 056)	(427)
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité :		
- (Augmentation) diminution des stocks	(2 630)	(3 717)
- (Augmentation) diminution des clients	(1 917)	(4 730)
- Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs	3 793	305
- (Augmentation) diminution des autres actifs/passifs	(483)	637
Flux net de trésorerie généré par l'activité - Total Groupe	8 098	3 326
<u>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</u>		
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(5 348)	(4 018)
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	69
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	(7)	(4)
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières	-	14
+/- Incidence des variations de périmètre	375	-
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement - Total Groupe	(4 980)	(3 939)
<u>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</u>		
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-	-
Augmentation (ou réduction) de capital en numéraire	3 208	-
+ Encaissements liés aux nouveaux emprunts	2 749	3 094
- Remboursements d'emprunts (y compris location financement)	(2 171)	(612)
- Intérêts financiers net versés (y compris location financement)	(1 330)	(1 581)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement - Total Groupe	2 456	901
Incidence des variations de cours des devises	162	90
VARIATION TRÉSORERIE - TOTAL GROUPE	5 736	378
Trésorerie à l'ouverture	(10 333)	(12 025)
Trésorerie à la clôture	(4 597)	(11 647)
Augmentation (diminution) de la trésorerie - Total Groupe	5 736	378
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6 518	3 375
Concours bancaires courants	(11 115)	(15 022)
Trésorerie selon le tableau de flux de trésorerie - Total Groupe	(4 597)	(11 647)

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2013

<i>(en milliers d'euros)</i>	Capital	Réserves liées au capital	Réserves et résultat consolidés	Autres éléments du résultat global	Total - part du groupe	Intérêts minoritaires	Total
Au 1er janvier 2012 (publié)	13 492	19 289	35 042	1 360	69 183	-	69 183
Impact du changement de méthode comptable à la suite de l'application de la norme IAS 19 révisée	-	-	-	(46)	(46)	-	(46)
Au 1er janvier 2012 (*)	13 492	19 289	35 042	1 314	69 137	-	69 137
Opérations sur capital	-	-	40	-	40	-	40
Opérations sur titres auto-détenus	-	30	(30)	-	-	-	-
Dividendes versés	-	-	-	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-
Résultat net de la période (A)	-	-	3 615	-	3 615	-	3 615
Autres éléments du résultat global au titre de la période, nets d'impôts (B)	-	-	-	(311)	(311)	-	(311)
Résultat global de la période (A)+(B)	-	-	3 615	(311)	3 304	-	3 304
Au 30 juin 2012 (*)	13 492	19 319	38 667	1 003	72 481	-	72 481
Opérations sur capital	32	(31)	47	-	48	-	48
Opérations sur titres auto-détenus	-	(218)	218	-	-	-	-
Dividendes versés	-	-	-	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-
Résultat net de la période (A)	-	-	(656)	-	(656)	-	(656)
Autres éléments du résultat global au titre de la période, nets d'impôts (B)	-	-	-	(810)	(810)	-	(810)
Résultat global de la période (A)+(B)	-	-	(656)	(810)	(1 466)	-	(1 466)
Au 31 décembre 2012 (*)	13 524	19 070	38 276	193	71 063	-	71 063
Opérations sur capital	60	(53)	42	-	49	-	49
Opérations sur titres auto-détenus	-	(1 398)	1 398	-	-	-	-
Dividendes versés	-	-	-	-	-	-	-
Opération de fusion (**)	28	116	-	-	144	-	144
Variations de périmètre (***)	-	-	2 331	-	2 331	869	3 200
Résultat net de la période (A)	-	-	3 509	-	3 509	(19)	3 490
Autres éléments du résultat global au titre de la période, nets d'impôts (B)	-	-	-	171	171	-	171
Résultat global de la période (A)+(B)	-	-	3 509	171	3 680	(19)	3 661
Au 30 juin 2013	13 612	17 735	45 556	364	77 267	850	78 117

(*) Retraité à la suite de l'application de la norme IAS 19 révisée (cf. note 2).

(**) Fusion PCAS/Dynaction (cf. Faits marquants du semestre).

(***) Augmentation de capital Enersens (cf. Faits marquants du semestre).

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

SELECTION DE NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES

1 - Faits marquants du semestre et postérieurs à la clôture	15
2 - Base de préparation de l'information financière semestrielle résumée.....	16
3 - Evolution du périmètre de consolidation	17
4 - Ecart d'acquisition et Autres immobilisations incorporelles.....	18
5 - Immobilisations corporelles.....	19
6 - Participations dans les entreprises associées et les coentreprises.....	19
7 – Immobilisations financières	20
8 - Activités destinées à être cédées.....	20
9 - Stocks et en-cours.....	21
10 - Clients et comptes rattachés.....	21
11 - Autres créances	22
12 - Capital social et résultat net par action	22
13 - Provisions.....	24
14 - Endettement Net.....	25
15 - Fournisseurs et comptes rattachés.....	27
16 - Autres dettes	28
17 - Autres produits et charges d'exploitations	28
18 - Autres produits et charges opérationnels	28
19 - Coût de l'endettement financier net.....	29
20 - Information sectorielle.....	29
21 - Impôts sur le résultat	29
22 - Instruments financiers.....	31
23 – Engagements hors bilan.....	31
24 - Effectifs moyens	32
25 - Transactions avec les parties liées.....	32
26 - Litiges.....	32
27 – Principaux risques et incertitudes.....	33

1 - Faits marquants du semestre et postérieurs à la clôture

Fusion PCAS – Dynaction

Les actionnaires de PCAS et de Dynaction, réunis en Assemblée Générale Extraordinaire le 26 juin 2013, ont approuvé la fusion entre PCAS, société absorbante et Dynaction, société absorbée, avec effet rétroactif au 1er janvier 2013.

Dans la continuité de la stratégie de développement du Groupe, cette fusion permet la simplification des structures du groupe Dynaction-PCAS, une économie de coûts, et une liquidité accrue du titre PCAS.

La parité de fusion retenue est de 66 actions PCAS pour 25 actions Dynaction.

Cette fusion s'est principalement traduite par une augmentation du capital social de PCAS, qui a été porté de 13 798 449 euros à 15 112 225 euros, ainsi que par la conservation par PCAS de 1 500 000 actions auto détenues.

Cession SBS

Faisant suite à un processus engagé en décembre 2012, PCAS a finalisé le 20 mars 2013 la cession de la Société Béarnaise de Synthèse (SBS), spécialisée dans la production d'intermédiaires de synthèse à base d'acroléine, au Groupe industriel français DRT, spécialisé dans la valorisation de la colophane et de l'essence de térébenthine extraites de la résine du pin.

Pour la période du 1er janvier au 20 mars 2013, cette activité a réalisé 0,8 million d'euros de chiffre d'affaires ainsi qu'un résultat d'exploitation de - 0,2 million d'euros.

Pour mémoire :

- . au premier semestre 2012, cette activité a représenté 1,9 million d'euros de chiffres d'affaires, et a contribué au résultat opérationnel courant du Groupe PCAS pour - 1,1 million d'euros,
- . la contribution de SBS dans les comptes consolidés 2012 du Groupe PCAS était de - 3,1 millions d'euros, intégrant la perte nette de l'exercice 2012 (1,9 million d'euros), ainsi que la moins value de cession estimée à cette date.

Ouverture du capital Enersens

ENERSENS a procédé courant mai 2013 à une augmentation de capital de 3,7 millions d'euros, dont 0,5 million d'euros souscrits par PCAS (par compensation de créances) et 3,2 millions d'euros souscrits par un investisseur privé (par apport en cash). Au terme de cette opération, la participation de PCAS dans ENERSENS a été ramenée de 100 % à 75,21 %.

Cet apport en capital est décisif pour la réalisation du plan de développement industriel et commercial d'ENERSENS qui a pour ambition de devenir un leader Européen dans le domaine des matériaux super-isolants destinés aux marchés du bâtiment et de l'industrie (transport, énergie, ...).

Aucun autre événement notable pouvant avoir une influence significative sur l'activité ou la situation de la société n'est intervenu au cours du premier semestre 2013.

2 - Base de préparation de l'information financière semestrielle résumée

Ce jeu résumé d'états financiers consolidés semestriels au 30 juin 2013 a été préparé conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire. Ces états financiers semestriels ne comportent pas toute l'information requise pour des états financiers annuels et doivent être lus en liaison avec les états financiers annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Les méthodes comptables appliquées sont les mêmes que celles adoptées pour la préparation des états financiers annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, telles qu'exposées dans les états financiers annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2012.

La norme IAS 19 révisée est entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2013. Les amendements de cette norme relative aux engagements en matière d'avantage au personnel, prévoient la reconnaissance immédiate des écarts actuariels en capitaux propres et le calcul du rendement des actifs financiers selon le taux d'actualisation utilisé pour valoriser l'engagement, et non selon le taux de rendement attendu.

Conformément à la norme IAS 19, l'application des amendements a été appliqué de manière rétrospective avec pour conséquence une diminution des capitaux propres du 31 décembre 2012 (nette d'impôt différé actif) de 1,2 million d'euros. Les comptes consolidés y compris les annexes ont été retraités conformément à la norme IAS 8 relative aux « Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs ».

Le compte de résultat consolidé du 30 juin 2012 n'a pas été retraité, compte tenu de l'impact non significatif de l'application de cette norme IAS 19 (impact sur le résultat du premier semestre 2012 estimé à 13 milliers d'euros).

Les retraitements du bilan au 31 décembre 2012 sont les suivants :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 déc.2012 publié	Impact du changement de méthode comptable à la suite de l'application de la norme IAS 19 révisée	31 déc.2012 retraité
Impôts différés	5 855	640	6 495
Total actif		640	
Capitaux propres	72 283	(1 220)	71 063
Provisions pour risques et charges	7 629	1 860	9 489
Total passif		640	

Les autres normes, interprétations et amendements aux normes publiées, qui sont d'application obligatoire en 2013 (voir tableau ci-après), n'ont pas d'incidence ou pas d'incidence significative sur les comptes du Groupe.

Normes, interprétations et amendements à des normes existantes d'application obligatoire en 2013

IFRS 13	- Evaluation à la juste valeur
Amendements IFRS 7	- Informations en annexe : compensation des actifs et passifs financiers
Amendements IAS 1	- Présentation des autres éléments de résultat global
Amendements IAS 12	- Impôts différés : Recouvrement des actifs sous-jacents
Améliorations annuelles des IFRS (2009-2011) : Améliorations annuelles portées à différentes normes (texte publié par l'IASB le 17 mai 2012)	

Par ailleurs, les nouvelles normes, interprétations et amendements à des normes existantes et applicables aux périodes comptables ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2014 ou postérieurement (voir tableau ci-après) n'ont pas été adoptées par anticipation par le Groupe. Le Groupe a commencé à examiner l'ensemble de ces normes, amendements et interprétations afin de déterminer les modifications qu'ils pourraient entraîner dans les informations communiquées.

Normes, interprétations et amendements à des normes existantes applicables aux périodes comptables ouvertes à compter du 1er janvier 2014 ou postérieurement

IFRS 10	- Etats financiers consolidés
IFRS 11	- Partenariats
IFRS 12	- Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités
Amendements IFRS 10, 11 et 12	- Dispositions transitoires
IAS 28 Révisée	- Participations dans les entreprises associées et des co-entreprises
Amendements IAS 32	- Compensation des actifs et passifs financiers

Textes non encore adoptés par l'UE :

IFRIC 21	- Taxes
IFRS 9	- Instruments financiers
Amendements IAS 36	- Informations à fournir

Recours à des estimations

Pour préparer les informations financières conformément aux normes IFRS, la Direction du Groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent les montants présentés au titre des éléments d'actifs et de passifs ainsi que les informations financières et les montants présentés au titre des produits et charges de l'exercice.

La Direction du Groupe revoit ses estimations et appréciations de manière constante sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables, qui constituent le fondement de ses appréciations de la valeur comptable des éléments d'actifs et de passifs. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes, notamment dans le contexte économique actuel qui rend difficile l'appréhension des perspectives d'activité.

3 - Evolution du périmètre de consolidation

Les principales variations de périmètre intervenues au cours de ce semestre sont les suivantes :

- cession de SBS par PCAS finalisée le 20 mars 2013 (cf. Faits marquants du semestre),
- diminution de la participation de PCAS dans le capital d'Enersens de 100 % à 75,21 % (cf. Faits marquants du semestre).

4 - Ecarts d'acquisition et Autres immobilisations incorporelles

<i>(en milliers d'euros)</i>	Ecarts d'acquisition	Frais de recherche & développement	Concessions et brevets	Plateforme technologique	Autres immobilisations incorporelles	Total immobilisations incorporelles
Valeurs brutes au 31 déc. 2011	14 498	1 239	10 111	4 100	48	29 996
Acquisitions et augmentations	-	-	134	-	-	134
Cessions et diminutions	-	-	(168)	-	-	(168)
Ecarts de conversion	-	-	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-	48	-	(48)	-
Valeurs brutes au 31 déc. 2012	14 498	1 239	10 125	4 100	-	29 962
Acquisitions et augmentations	-	-	154	-	-	154
Cessions et diminutions	-	-	-	-	-	-
Ecarts de conversion	-	-	(5)	-	-	(5)
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-
Valeurs brutes au 30 juin 2013	14 498	1 239	10 274	4 100	-	30 111
Amortissements et dépréciations au 31 déc. 2011	-	(176)	(9 037)	(683)	-	(9 896)
Dotations aux amortissements	-	(248)	(770)	(513)	-	(1 531)
Cessions	-	-	168	-	-	168
Ecarts de conversion	-	-	1	-	-	1
Autres mouvements	-	-	-	-	-	-
Amortissements et dépréciations au 31 déc. 2012	-	(424)	(9 638)	(1 196)	-	(11 258)
Dotations	-	(123)	(119)	(256)	-	(498)
Cessions	-	-	-	-	-	-
Ecarts de conversion	-	-	3	-	-	3
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-
Amortissements et dépréciations au 30 juin 2013	-	(547)	(9 754)	(1 452)	-	(11 753)
Valeurs nettes au 31 déc. 2011	14 498	1 239	1 074	-	48	20 100
Valeurs nettes au 31 déc. 2012	14 498	815	487	2 904	-	18 704
Valeurs nettes au 30 juin 2013	14 498	692	520	2 648	-	18 358

Ecarts d'acquisition

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2013	31 déc. 2012
Synthèse Pharmaceutique	13 767	13 767
Chimie Fine de Spécialité	731	731
Total	14 498	14 498

5 - Immobilisations corporelles

<i>(en milliers d'euros)</i>	Terrains	Constructions	Installations techniques	Immobilisations en cours	Autres immobilisations corporelles	Total immobilisations corporelles
Valeurs brutes au 31 déc. 2011	9 790	57 764	140 308	3 532	11 543	222 937
Acquisitions et augmentations	-	769	5 472	2 666	285	9 192
Cessions et diminutions	-	(16)	(963)	-	(256)	(1 235)
Ecart de conversion	1	15	54	-	4	74
Autres mouvements	-	666	2 561	(3 239)	12	-
Valeurs brutes au 31 déc. 2012	9 791	59 198	147 432	2 959	11 588	230 968
Acquisitions et augmentations	-	98	1 829	3 210	53	5 190
Cessions et diminutions	-	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	(3)	(108)	(425)	-	(28)	(564)
Variation de périmètre	-	-	-	-	4	4
Autres mouvements	-	41	1 033	(1 132)	58	-
Valeurs brutes au 30 juin 2013	9 788	59 229	149 869	5 037	11 675	235 598
Amortissements et dépréciations au 31 déc. 2011	(741)	(31 984)	(120 594)	-	(9 975)	(163 294)
Dotations aux amortissements	(57)	(2 250)	(5 156)	-	(516)	(7 979)
Cessions	-	16	836	-	251	1 103
Ecart de conversion	-	(7)	(43)	-	(4)	(54)
Autres mouvements	-	-	15	-	(15)	-
Amortissements et dépréciations au 31 déc. 2012	(798)	(34 225)	(124 942)	-	(10 259)	(170 224)
Dotations	(29)	(1 091)	(2 561)	-	(258)	(3 939)
Cessions	-	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	-	74	386	-	28	488
Autres mouvements	-	-	-	-	-	-
Amortissements et dépréciations au 30 juin 2013	(827)	(35 242)	(127 117)	-	(10 489)	(173 675)
Valeurs nettes au 31 déc. 2011	9 049	25 780	19 714	3 532	1 568	59 643
Valeurs nettes au 31 déc. 2012	8 993	24 973	22 490	2 959	1 329	60 744
Valeurs nettes au 30 juin 2013	8 961	23 987	22 752	5 037	1 186	61 923

6 - Participations dans les entreprises associées et les coentreprises

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2013	31 déc. 2012
PCAS Nanosyn	436	433
Total	436	433

PCAS Nanosyn, filiale commune (50/50) entre PCAS et Nanosyn, est consolidée selon la méthode de mise en équivalence conformément à l'option prévue dans la norme IAS 31.

Raison Sociale	Actifs	Passifs hors CP	Résultat des sociétés mises en équivalence	Pourcentage d'intérêt au 30 juin 2013
PCAS Nanosyn	1 791	919	(1)	50,0 %

7 – Immobilisations financières

L'actif de Dynaction apporté à PCAS dans le cadre de la fusion comprend les immobilisations financières suivantes :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Montant brut	Provision	Montant net
Autre titres immobilisés	6 471	(6 471)	-
Prêts	6 534	(6 534)	-

Le poste « Autres titres immobilisés » concerne exclusivement la société Cellier, mise en redressement judiciaire, et est totalement provisionné depuis 1992.

Le poste « Prêts » correspond à un prêt non recouvrable accordé à un tiers dans le cadre de la reprise d'une société du Groupe Dynaction et entièrement provisionné.

8 - Activités destinées à être cédées

Concerne au 31 décembre 2012, la société SBS dont la cession a été finalisée le 20 mars 2013 (cf. Faits marquants du semestre). SBS avait fait l'objet d'une présentation sur des lignes spécifiques du bilan et du compte de résultat au 31 décembre 2012.

8.1 Actifs destinés à être cédés

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 déc. 2012
Immobilisations nettes	1 349
Stocks	494
Clients	-
Autres créances	74
Trésorerie	32
Total	1 949

8.2 Passifs destinés à être cédés

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 déc. 2012
Provisions pour risques et charges	1 177
Dettes financières	156
Fournisseurs	270
Autres dettes	696
Total	2 299

8.3 Compte de résultat

A titre d'information, au premier semestre 2012, cette activité a représenté 1,9 million d'euros de chiffre d'affaires et a contribué au résultat opérationnel courant du Groupe PCAS pour - 1,1 million d'euros.

9 - Stocks et en-cours

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2013	31 déc. 2012
Matières premières et autres approvisionnements	14 691	12 057
En-cours de production et Produits finis	34 333	34 938
Marchandises	248	236
Montant brut	49 272	47 231
Matières premières et autres approvisionnements	(632)	(679)
En-cours de production et Produits finis	(3 215)	(3 641)
Marchandises	(51)	(45)
Provisions pour dépréciation	(3 898)	(4 365)
Matières premières et autres approvisionnements	14 059	11 378
En-cours de production et Produits finis	31 118	31 297
Marchandises	197	191
Montant net	45 374	42 866

En milliers d'euros	31 déc. 2012	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice	Ecart de conversion	30 juin 2013
Dépréciations	4 365	699	(1 155)	(11)	3 898

La reprise de provision pour dépréciation de stocks inclut à hauteur de 0,6 million d'euros la destruction de stocks antérieurement entièrement dépréciés.

10 - Clients et comptes rattachés

10.1 Clients et comptes rattachés

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2013	31 déc. 2012
Clients	29 858	28 011
Dépréciation créances douteuses	(166)	(169)
Total	29 692	27 842

10.2 Clients et comptes rattachés ventilés par devises

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2013	31 déc. 2012
Clients en euros	26 531	23 246
Clients en dollars US	3 160	4 592
Clients en autres devises	1	4
Total	29 692	27 842

Les créances clients ont une échéance inférieure à un an.

11 - Autres créances

Les autres créances s'analysent comme suit au 30 juin 2013 et au 31 décembre 2012 :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2013	31 déc. 2012
Créances sur l'Etat	14 014	12 285
Autres créances	2 192	2 338
Charges constatées d'avance	741	431
Total	16 947	15 054

Les créances sur l'Etat intègrent, au 30 juin 2013, à hauteur de 10,1 millions d'euros des créances liées au crédit d'impôt recherche du Groupe PCAS (1,3 million d'euro pour le 1^{er} semestre 2013, 2,9 millions d'euro pour 2012, 2,9 millions d'euro pour 2011 et 3 millions d'euros pour 2010).

12 - Capital social et résultat net par action

Le capital social est composé de 15 112 225 actions de 1 euro de nominal au 30 juin 2013 (cf. Faits marquants de l'exercice). PCAS détient également 1 500 000 actions auto-détenues (contre 214 363 actions au 31 décembre 2012). Celles-ci sont enregistrées en diminution des capitaux propres consolidés du Groupe.

12.1 ABSAR 2005 (caractéristiques principales)

Emission en juillet 2005 de 4 999 998 Actions à Bons de Souscription d'Actions Remboursables (ABSAR). A chaque action nouvelle était attaché un BSAR, cinq BSAR permettant de souscrire deux actions PCAS à un prix de 9 euros par action.

Pendant la période d'exercice qui s'est achevée le 18 juillet 2012, seules 4 010 actions nouvelles ont été créées à raison de l'exercice de 10 025 bons.

12.2 OBSAR 2007 (caractéristiques principales)

Emission en juin 2007 de 33 333 OBSAR. A chaque obligation étaient attachés 100 BSAR. Un BSAR permettait de souscrire une action PCAS à un prix d'exercice de 6,9 euros par action.

Pendant la période d'exercice qui s'est achevée le 31 décembre 2012, seuls 1 000 BSAR ont été exercés, 1 000 actions nouvelles ayant été créées.

12.3 Options de souscription

150 000 options de souscription d'actions nouvelles au prix de 6,0 euros ont été attribuées dans le cadre d'un programme mis en place début 2007. Depuis le 3 avril 2009, seules 110 000 options de souscription demeuraient exerçables jusqu'au 20 octobre 2012.

Aucune option n'a été exercée avant la fin du délai d'exercice.

12.4 Actions gratuites

Date du Conseil d'Administration	10 mars 2011	10 mars 2011	10 mars 2011	6 septembre 2012	11 avril 2013
Nombre total d'actions attribuées	75 000	169 200	84 600	15 000	7 000
Nombre d'actions annulées	(37 500)	(147 240)	(60 309)	-	-
Nombre d'actions acquises	(37 500)	(21 960)	-	-	-
Nombre d'actions restantes au 30 juin 2013	-	-	24 291	15 000	7 000
Date d'acquisition	10 mars 2013	31 mars 2013	31 mars 2014	22 février 2014	21 février 2015
Date de disponibilité	10 mars 2015	31 mars 2015	31 mars 2016	22 février 2016	21 février 2017
Conditions de présence	Non	Oui	Oui	Oui	Oui
Conditions de performance	Non	Oui	Oui	Non	Non

12.5 Résultat par action

Nombre moyen pondéré d'actions en circulation :

	30 juin 2013	30 juin 2012
Actions	13 801 338	13 705 865
Actions propres	(1 500 000)	(214 363)
	<u>12 301 338</u>	<u>13 491 502</u>

Nombre moyen pondéré et dilué d'actions :

	30 juin 2013	30 juin 2012
Actions	13 801 338	13 705 865
Actions propres	(1 500 000)	(214 363)
Plan d'attribution d'actions gratuites	28 946	92 176
	<u>12 330 284</u>	<u>13 583 678</u>

Le résultat dilué par action est calculé en prenant en compte dans le nombre moyen d'actions en circulation la conversion de l'ensemble des instruments dilutifs existants.

13 - Provisions

Provisions pour risques et charges

Le détail et les variations des provisions pour risques et charges sont les suivants :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2013	31 déc. 2012
Provisions pour retraite	7 156	7 396 (*)
Provision pour médailles du travail	873	927
Provision pour frais de santé	1 134	1 119
Autres provisions pour risques et charges	1 200	1 490
Total	10 363	10 932

Ventilation courant / non courant

Non - courant	9 258	9 489
Courant	1 105	1 443

Montant imputé au compte de résultat au titre :

- des prestations de retraite	255	227
- des frais de santé	15	149

(*) Retraité à la suite de l'application de la norme IAS 19 révisée (cf. note 2).

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 déc. 2012	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Variation de périmètre	Autres variations (*)	30 juin 2013
Provisions pour retraite	7 396	-	-	-	-	(240)	7 156
Provision pour médailles du travail	927	-	-	(54)	-	-	873
Provision pour frais de santé	1 119	15	-	-	-	-	1 134
Autres provisions pour risques et charges	1 490	218	(452)	(102)	46	-	1 200
Total	10 932	233	(452)	(156)	46	(240)	10 363

(*) Dont une charge nette de 255 milliers d'euros et une variation des écarts actuariels de 495 milliers d'euros comptabilisée dans les capitaux propres consolidés.

Provisions pour retraite

Les taux retenus pour l'évolution des salaires sont compris entre 2,5 et 3 % et est de 3,02 % pour l'actualisation (Markit iBoxx € Corporates AA 10+), contre 2,69 % en 2012.

Les hypothèses se rapportant aux taux de mortalité futurs reposent sur des données provenant de statistiques publiées et de données historiques pour chaque territoire.

14 - Endettement Net

Les dettes du Groupe se décomposent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2013	31 déc. 2012
Endettement à moyen et long terme (hors part court terme)		
Emprunts obligataires	19 779	19 637
Emprunts et dettes financières à moyen et long terme	9 543	11 493
Dettes financières / contrats de location-financement	69	99
Réserve de participation des salariés	221	149
Autres emprunts et dettes financières	5 587	5 803
Total endettement à moyen et long terme	35 199	37 181
Endettement à court terme		
Part court terme des emprunts et dettes financières à moyen et long terme	4 494	4 593
Part court terme des dettes financières / contrats de location-financement	62	70
Concours bancaires courants	11 115	14 577
Part court terme de la réserve de participation des salariés		23
Part court terme des autres emprunts et dettes financières	3 067	208
Intérêts courus	40	44
Total endettement à court terme	18 778	19 515
Total endettement brut	53 977	56 696
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6 518	4 212
Total endettement net	47 459	52 484

Les emprunts et dettes financières à moyen et long terme intègrent à hauteur de 19,8 millions d'euros la composante dette de l'OBSAR émise à la fin du premier semestre 2007. Les caractéristiques des obligations sont les suivantes :

- maturité : 31 décembre 2016
- taux d'intérêt annuel : 8% payé trimestriellement
- prix de remboursement : 630 euros

Le solde résiduel du crédit syndiqué de 36 millions d'euros (10,3 millions d'euros au 30 juin 2013) est garanti par des nantissements de titres de participations (cf. note 23), le solde résiduel du crédit syndiqué de 4 millions d'euros (2,5 millions d'euros au 30 juin 2013) bénéficiant d'une garantie Oséo de 70%.

Les dettes bancaires de St-Jean Photochimie sont assorties de diverses garanties sur les actifs de la société. Ces dettes bancaires s'élèvent à 2,3 millions d'euros au 30 juin 2013 contre 2,7 millions d'euros au 31 décembre 2012.

Les autres emprunts et dettes financières intègrent au 30 juin 2013, à hauteur de 7,3 millions d'euros, la mobilisation de créances de crédit d'impôt recherche auprès d'Oséo (4,7 millions d'euros au 31 décembre 2012).

La part à court terme des autres emprunts et dettes financières intègre à hauteur de 2,7 millions d'euros la mobilisation de créances de crédit d'impôt recherche auprès d'Oséo de l'exercice 2010, dont l'échéance de remboursement est le 15 avril 2014, PCAS devant alors bénéficier du remboursement par l'administration fiscale de sa créance correspondante de crédit d'impôt recherche, soit 3 millions d'euros.

Au 30 juin 2013, les lignes de crédits autorisées et non utilisées par le Groupe à la date de clôture se montent à 1,3 million d'euros. Le Groupe avait par ailleurs la possibilité d'utiliser des mobilisations de créances à hauteur de 6,7 millions d'euros.

Au 30 juin 2013, la valeur de marché des valeurs mobilières de placement ressort à 21 milliers d'euros.

Echéances des dettes à long, moyen et court terme

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2013	31 déc. 2012
A moins de 6 mois	13 665	17 140
Entre 6 et 12 mois	5 113	2 376
Entre 1 et 5 ans	34 961	36 781
A plus de 5 ans	238	399
Total	53 977	56 696

Dettes financières ventilées par taux

<i>(en milliers d'euros)</i>	Taux fixe	Taux variable	Total
	30 juin 2013	30 juin 2013	30 juin 2013
Emprunts obligataires	19 779	-	19 779
Emprunts et dettes financières à moyen et long terme	-	14 037	14 037
Dettes financières / contrats de location-financement	131	-	131
Autres emprunts et dettes financières	1 613	18 417	20 030
	21 523	32 454	53 977

Dans le cadre d'une politique de gestion du risque de taux ayant pour objectif de se couvrir contre les risques de hausse des taux, le Groupe a eu recours aux instruments financiers suivants :

	Taux échangés	Montants	Termes
		(en milliers d'euros)	
Swap à taux fixe de 1,97 %	EURIBOR 3 mois	10 300	07/2016

La juste valeur de ces instruments financiers est de - 0,2 million d'euros au 30 juin 2013.

Après couverture, la part des dettes à taux fixe représente 59 % au 30 juin 2013 (59 % au 31 décembre 2012).

Le taux moyen d'intérêt s'établit au 30 juin 2013 à 4,84 % (5,28 % au 31 décembre 2012).

Une augmentation de un point de base des taux d'intérêts court terme aurait eu au premier semestre 2013 pour conséquence une augmentation corrélative des charges financières du Groupe de 0,11 million d'euros.

Risques d'exigibilité des dettes financières (covenants)

Les sommes dues au titre des crédits syndiqués, mis en place le 26 juin 2007 et le 30 novembre 2009 et de leurs avenants signés le 25 juillet 2011 (12,8 millions d'euros au 30 juin 2013), deviendraient exigibles en cas de non respect d'un des ratios financiers suivants :

R1 : « ratio de Levier » désigne le ratio de la Dette Financière Nette sur l'EBE.

R2 : « ratio de Gearing » désigne le ratio de la Dette Financière Nette sur les capitaux propres.

R3 : « ratio de Couverture des Frais Financiers » désigne le ratio de l'EBE sur le coût de l'Endettement Financier Net.

DÉFINITIONS FINANCIÈRES

«**Capitaux Propres** » désigne le montant des capitaux propres de l'ensemble consolidé tel qu'il figure dans le bilan consolidé du Groupe, augmenté des actions auto-détenues.

«**Dette Financière Nette** » désigne la Dette Financière,

- diminuée du montant de la trésorerie et équivalents de trésorerie, tel qu'il figure à l'actif du bilan consolidé du groupe ;
- diminuée du montant des valeurs mobilières de placement, tel qu'il figure à l'actif du bilan consolidé du groupe ;
- diminuée des actions auto-détenues.

«**EBE** » désigne le montant du résultat opérationnel courant, tel qu'il figure dans le compte de résultat consolidé du Groupe :

- augmenté du montant des dotations aux amortissements, tel qu'il figure dans le compte de résultat consolidé du Groupe ;
- augmenté du montant des dotations aux provisions, tel qu'il figure dans le compte de résultat consolidé du Groupe ;
- augmenté du montant des charges liées aux avantages au personnel sous forme d'attribution d'actions gratuites ou de stocks options.

«**Coût de l'Endettement Financier Net**» désigne le coût de l'endettement financier tel qu'il figure dans le compte de résultat consolidé du Groupe.

Les ratios applicables sont les suivants :

Date de test	Ratio de levier (R1)	Ratio de gearing (R2)	Ratio de couverture des frais financiers (R3)
30 juin et 31 décembre 2013	$R1 \leq 3,00$	$R2 \leq 1,00$	$R3 \geq 3,75$
30 juin et 31 décembre 2014	$R1 \leq 2,75$	$R2 \leq 1,00$	$R3 \geq 4,25$
30 juin et 31 décembre 2015	$R1 \leq 2,50$	$R2 \leq 1,00$	$R3 \geq 5,00$

Les ratios, déterminés sur la base des comptes semestriels 2013 sont respectés (1,95 pour le ratio de levier, 0,5 pour le ratio de gearing et 8,10 pour le ratio de couverture des frais financiers).

15 - Fournisseurs et comptes rattachés

Les dettes fournisseurs ont une échéance à moins d'un an.

15.1 Fournisseurs et comptes rattachés ventilés par nature

(en milliers d'euros)	30 juin 2013	31 déc. 2012
Fournisseurs	18 989	15 353
Fournisseurs d'immobilisations	1 986	1 749
Total	20 975	17 102

15.2 Fournisseurs et comptes rattachés ventilés par devises

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2013	31 déc. 2012
Fournisseurs en euros	19 569	15 048
Fournisseurs en dollars US	1 089	1 407
Fournisseurs en autres devises	317	647
Total	20 975	17 102

16 - Autres dettes

Les autres dettes s'analysent comme suit au 30 juin 2013 et 31 décembre 2012 :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2013	31 déc. 2012
Dettes fiscales	1 643	1 683
Dettes sociales	11 092	9 336
Autres dettes	6 349	5 992
Produits constatés d'avance	614	790
Total	19 698	17 801

17 - Autres produits et charges d'exploitations

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2013	30 juin 2012
Crédit d'Impôt Recherche	1 349	1 370
Jetons de présence	(249)	(205)
Autres	6	(32)
Total	1 106	1 133

18 - Autres produits et charges opérationnels

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2013	30 juin 2012
+/- values de cessions d'actifs non courants corporels ou incorporels	1	7
Amortissements d'actifs incorporels (Plateforme technologique)	(256)	(256)
Coûts de restructuration	-	(766)
Programme d'attribution d'actions gratuites	(42)	(25)
Autres (*)	(78)	(307)
Total	(375)	(1 347)

(*) Y compris l'impact de la cession de SBS au premier semestre 2013.

Pour mémoire, les coûts de restructuration du 1^{er} semestre 2012 correspondent principalement à une adaptation des effectifs du site de VLG Chem.

19 - Coût de l'endettement financier net

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2013	30 juin 2012
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		
Résultat de cession des valeurs mobilières de placement	1	1
Coûts de l'endettement financier brut		
Charges d'intérêts sur opérations de financement	(1 237)	(1 455)
Résultat des couvertures de taux et de change sur endettement financier brut	(94)	(127)
Total	(1 330)	(1 581)

20 - Information sectorielle

20.1 Information par secteur opérationnel

Conformément à IFRS 8 « Secteurs opérationnels », l'information par secteur opérationnel est dérivée de l'organisation interne des activités du Groupe.

Les secteurs opérationnels du Groupe PCAS sont constitués des deux domaines d'activités, la Synthèse Pharmaceutique et la Chimie Fine de Spécialité. Ils correspondent à la structure du reporting interne et représentent le niveau suivi par la Direction du Groupe pour prendre des décisions quant à l'affectation des ressources et pour évaluer la performance opérationnelle.

<i>(en milliers d'euros)</i>	Synthèse Pharmaceutique	Chimie Fine de Spécialité	Total
30 juin 2013			
Chiffre d'affaires	58 077	30 967	89 044
Résultat opérationnel courant	5 942	483	6 425
30 juin 2012			
Chiffre d'affaires	55 364	33 997	89 361
Résultat opérationnel courant	5 914	1 490	7 404

20. 2 Ventilation du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel courant par origine

<i>(en milliers d'euros)</i>	France	Autres zones	Total
30 juin 2013			
Chiffre d'affaires par origine	78 019	11 025	89 044
Résultat opérationnel courant	5 511	914	6 425
30 juin 2012			
Chiffre d'affaires par origine	77 171	12 190	89 361
Résultat opérationnel courant	5 972	1 432	7 404

21 - Impôts sur le résultat

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2013	30 juin 2012
Impôts courants	(1 056)	(428)
Impôts différés	(54)	(25)
Total	(1 110)	(453)

La charge d'impôts intègre la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) des sociétés françaises du Groupe pour 0,5 million d'euros en 2013 et 2012.

La charge d'impôts théorique est calculée en appliquant au résultat consolidé des activités poursuivies avant impôt le taux d'impôt applicable à l'entreprise consolidante.

Le montant de l'impôt sur le résultat du Groupe est différent du montant théorique qui ressortirait du taux d'imposition moyen pondéré applicable aux bénéfices des sociétés consolidées en raison des éléments suivants :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2013	30 juin 2012
Résultat net avant impôts	4 600	4 068
Impôt théorique (34,43%)	(1 584)	(1 401)
Pertes fiscales : activation (non activation)	749	801
Autres différences permanentes	(405)	(136)
Crédit d'impôts recherche	465	472
C.V.A.E.	(312)	(302)
Différence de taux d'imposition étranger	54	101
Autres retraitements	(77)	12
Charge d'impôts sur le résultat	(1 110)	(453)

Les impôts différés constatés au bilan se décomposent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 déc. 2012	Impact résultat	Effets de change	Variation de périmètre	Autres	30 juin 2013
Reports déficitaires	4 698	-	-	-	-	4 698
Autres (*)	(637)	(54)	(1)	-	(127)	(819)
Total	4 061	(54)	(1)	-	(127)	3 879

(*) Retraité au 31 décembre 2012 d'un IDA de 640 milliers d'euros à la suite de l'application de la norme IAS 19 révisée (cf. note 2).

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2013	31 déc. 2012
Impôts différés - actif	6 519	6 495
Impôts différés - passif	(2 640)	(2 434)
Total	3 879	4 061

Les actifs d'impôts sur reports déficitaires sont constatés dans des sociétés dont les business plans permettent de s'assurer de l'existence d'une charge d'impôt future à un horizon moyen terme.

Ces business plans ont été réactualisés au cours de l'exercice 2012 dans le contexte de la crise financière et économique mondiale actuelle qui rend toujours difficile l'appréhension des perspectives d'activité et en utilisant des hypothèses d'actualisation identiques à celles retenues pour les tests sur les écarts d'acquisition.

Le montant des impôts différés sur les reports déficitaires s'élève au 30 juin 2013 à 4,7 millions d'euros, contre 4,7 millions d'euros au 31 décembre 2012. Il concerne les sociétés françaises.

Les actifs d'impôts différés non comptabilisés du fait que leur récupération n'est pas jugée probable avant cinq ans s'élèvent respectivement à 10 millions d'euros au 30 juin 2013 contre 11,2 millions d'euros au 31 décembre 2012.

Les déficits fiscaux reportables et non utilisés représentent une économie potentielle d'impôts de 14,7 millions d'euros au 30 juin 2013 contre 15,9 millions d'euros au 31 décembre 2012 et concernent les sociétés françaises.

22 - Instruments financiers

Les instruments financiers enregistrés à leur juste valeur sont valorisés selon les techniques de valorisation reposant sur des données observables.

La juste valeur des instruments financiers dérivés est de - 0,3 million d'euros au 30 juin 2013 (dont - 0,1 million d'euros de couvertures de change et de - 0,2 million d'euros de couvertures de taux (cf. note 13)), contre - 0,2 million d'euros au 31 décembre 2012 (dont 0,1 million d'euros de couvertures de change et de - 0,3 million d'euros de couvertures de taux).

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2013	31 déc. 2012
Ventes de devises à terme	11 545	13 906
Achats de devises à terme	-	80
Total	11 545	13 986

Le montant des instruments financiers dérivés au premier semestre 2013 correspond principalement à la couverture d'une partie de l'exposition nette de la société au dollar US, à savoir 14,6 millions de dollars US de ventes à terme au cours moyen de 1,3077 dollar US (contre 18,2 millions de dollars US au cours moyen de 1,3053 dollar US au 31 décembre 2012).

23 – Engagements hors bilan

Nantissement des titres de participation

Nantissement des titres de participation relatifs au solde du crédit syndiqué de 36 millions d'euros mis en place le 26 juin 2007 (10,3 millions d'euros au 30 juin 2013).

	Date de départ du nantissement	Date d'échéance du crédit	Nombre d'actions	% capital nanti
Expansia	26/06/2007	25/07/2016	603 480	100,0%
VLG Chem	26/06/2007	25/07/2016	3 179 867	85,0%
Protéus	18/11/2011	25/07/2016	18 519 334	98,8%

Engagements donnés liés à l'activité courante

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2013	31 déc. 2012
Redevances de crédit-bail non échues	45	183
Autres nantissements et hypothèques	2 278	2 735
Total	2 323	2 918

Engagements donnés

Cession de SBS

Dans le cadre de la cession de sa participation dans SBS, PCAS a apporté des garanties usuelles à l'acquéreur. Le montant maximum de ces garanties est plafonné à 0,7 million d'euros (franchise de 30 000 euros). Ces garanties expirent :

- à la fin de la prescription légale en vigueur, pour tout préjudice fiscal et social,
- le 31 décembre 2015, pour tout autre préjudice.

Ouverture du capital d'Enersens

Dans le cadre de l'ouverture du capital d'Enersens à PARSNIP, PCAS :

- a signé avec la société PARSNIP un contrat de garantie d'actif et de passif à hauteur de 0,3 million d'euros pour une durée maximum de 2 ans,
- s'est engagé à participer à une augmentation de capital d'Enersens dans les 3 années à venir pour un montant de 0,8 million d'euros avec 0,55 million d'euros en cash et 0,25 million d'euros par compensation avec le compte courant de PCAS dans Enersens.

A ce jour, PCAS n'a constaté aucun litige susceptible d'entraîner la mise en jeu de ces garanties.

Les autres engagements hors bilan n'ont enregistré aucune variation significative au cours du premier semestre 2013.

24 - Effectifs moyens

	30 juin 2013	31 déc. 2012
Cadres	219	204
Agents de maîtrise	364	368
Ouvriers	325	348
Total	908	920

25 - Transactions avec les parties liées

Absence d'évolution significative par rapport au 31 décembre 2012.

26 - Litiges

PCAS a fait l'objet d'une condamnation en 2009 par le Tribunal de Commerce de Marseille pour de prétendus manquements contractuels dans l'exécution d'un contrat commercial (condamnation à hauteur de 1,2 million d'euros pour des demandes d'indemnisation pour de prétendus préjudices, ce jugement étant exécutoire à hauteur de 0,8 million d'euros). Suite à l'appel interjeté par PCAS, la Cour, tout en prononçant la nullité du jugement, a néanmoins confirmé en 2012 le principe de responsabilité et ordonné une mesure d'instruction, en cours, pour évaluer le préjudice. Un Pourvoi en Cassation a par ailleurs été formé à l'encontre de cet Arrêt.

Par décision du Tribunal de Commerce d'Evry en date du 7 janvier 2009, les sociétés PCAS et PCF (ancienne filiale de PCAS) ont fait l'objet d'une condamnation solidaire à l'encontre d'un ancien agent américain de la société PCF. Le montant de la condamnation dont il a été demandé l'exécution provisoire s'élève à un montant total de 155 milliers d'euros. Ce jugement étant exécutoire, cette somme a fait l'objet d'un versement sur un compte séquestre. La Cour d'Appel de Paris, par arrêt rendu le 27 janvier 2011, a condamné la société PCAS au versement d'une provision de 100 000 USD, à prélever sur la somme séquestrée. Suite au pourvoi formé par PCAS, la Cour de Cassation a cassé en 2012, dans l'un de ses aspects, l'arrêt rendu par la Cour d'Appel de Paris. Le Groupe maintient sa position dans l'attente du renvoi de l'affaire devant la Cour d'Appel.

L'actif de Dynaction apporté à PCAS dans le cadre de la fusion, comprend un prêt accordé à un tiers dans le cadre de la reprise d'une société du Groupe Dynaction. Ce prêt étant non remboursé à ce jour, malgré les dépassements d'échéance, une procédure à l'encontre du tiers est toujours

en cours. La créance correspondante est entièrement provisionnée.

Il n'existe actuellement aucun autre litige ou arbitrage susceptible d'avoir ou ayant eu dans le passé une incidence sensible sur la situation financière du groupe PCAS, son activité, son résultat ou son patrimoine ainsi que de ses filiales.

27 – Principaux risques et incertitudes

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe pourrait être confronté dans les six mois restants de l'exercice n'ont pas subi d'évolution significative par rapport à ceux identifiés dans la partie « Facteurs de risques et assurances » du rapport sur la gestion du Groupe incluse dans le Document de référence 2012 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 27 mars 2013.

3. DÉCLARATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Longjumeau, le 4 septembre 2013

Vincent Touraille
Directeur Général

4. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2013

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société PCAS, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2 de l'annexe qui expose le changement de méthode comptable relatif à l'application, depuis le 1^{er} janvier 2013, de la norme IAS 19 révisée « Avantages du personnel ».

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Neuilly-sur-Seine et Levallois-Perret, le 4 septembre 2013

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

AFIGEC

Xavier Belet

Florent Burtin